

# Le système éducatif algérien entre langue française et arabisation<sup>1</sup>

Aïcha MAHERZI

Université Toulouse II

Département des Sciences de l'Éducation

« Féconder le passé pour créer l'avenir, tel est mon présent »  
Nietzsche

*Il s'agit pour nous de traiter de la dichotomie langue française/ langue arabe née dans le système éducatif algérien à partir du départ des Français en 1962. Beaucoup d'encre a coulé et coulera encore sur cette question qui n'est toujours pas tranchée. Les lignes qui suivent se veulent une réflexion sur l'enseignement de ces deux langues en Algérie en vue notamment d'apporter un témoignage sur les confrontations de points de vue concernant les problèmes éducatifs algériens. Depuis l'indépendance, le pays s'est trouvé tiraillé entre deux tendances antagonistes plus avides de pouvoir que préoccupées par la qualité de l'enseignement des langues. Reprenant ce « schisme » à l'origine, nous tenterons ici une présentation rétrospective de l'enseignement de chacune des deux langues afin de déterminer les enjeux cachés des acteurs en présence.*

L'utilisation d'une langue et son enseignement ne sont généralement pas neutres et dépendent très souvent des événements politiques et de la volonté des gouvernants. La notion de langue(s) dominante(s) et de langue(s) dominée(s) prend son point d'appui sur les rapports réels de domination entre les hommes. L'histoire nous a démontré que la langue dominante est généralement celle des détenteurs du pouvoir et que la langue dominée celle des soumis à ce pouvoir, de ceux qui ne peuvent s'imposer ni sur le plan culturel ni sur le plan linguistique. Leur langue est généralement combattue et souvent même interdite. Elle se fait alors clandestine et s'expose à toute sorte d'altérations. Le manque d'exercice, la non existence d'un support valorisant, tel l'enseignement, provoquent son atrophie et peuvent même l'amener à l'oubli. Une langue non entretenue et sans légitimité idéologique est souvent vouée, à long terme, à une pure et simple disparition. Pour les Algériens, durant la période coloniale, la langue dominante pendant plus d'un siècle, a été celle de l'occupant français, même si celle-ci n'était parlée que par une infime partie de la population autochtone. De 1830 à 1962, la langue dominée a été l'arabe. Combattue par divers moyens, elle s'était mise en veilleuse, tapie au fond des confréries, servant l'office religieux et au mieux l'apprentissage du Coran par les enfants. Seuls les dialectes arabes et berbères furent tolérés sur le plan de l'exercice oral. Or, nous savons que l'oralité préserve peu le patrimoine culturel et linguistique d'une population car elle dépend de la seule mémoire de l'homme nommé « insan » en arabe à cause justement de sa grande faculté d'oubli (« l'insanus » en latin, désigne ce même homme qui est l'insensé !). L'écriture demeure le meilleur support pour sauvegarder et pour transmettre tout patrimoine culturel. Pour le statut de la langue arabe, les choses ont donc changé à l'indépendance où elle fut proclamée langue officielle et nationale. Mais quel sort va alors être réservé à la langue française ? Hier dominante et protégée par l'idéologie au pouvoir, va-t-elle « partir » et disparaître en même temps que ses protecteurs ? Quel destin va-t-elle subir dès lors que ses principaux défenseurs auront

quitté le pays ? Nous allons dans ce qui suit, essayer de répondre à ces questions en centrant notre réflexion sur les conflits générés par les problèmes linguistiques.

### **De la naissance d'un conflit**

C'est dans un contexte géographique et historique englobant les critères économiques, sociaux et culturels qu'il faut replacer la question des langues enseignées dans un pays. L'Algérie fait partie de l'occident musulman et se trouve être en même temps la porte de l'orient pour les occidentaux chrétiens. Cette position géographique intermédiaire lui donne l'avantage de bénéficier d'apports de deux civilisations importantes : l'occidentale et l'orientale, mais lui vaut aussi l'inconvénient majeur d'être le lieu de conflits idéologiques nés de confrontations, de chocs de cultures et d'intérêts idéologiques et autres divergents. Pour ne parler que de son histoire récente, pendant l'occupation française, l'Occident y a triomphé allant parfois jusqu'à réclamer l'origine romaine du pays, (lire par exemple à ce propos l'œuvre littéraire de Louis Bertrand) ignorant toutes les autres influences qui, rassemblées, font l'identité algérienne. L'Orient a essayé de conserver son image de marque dans les couches de la population colonisée mais son profil était bien bas. Vers la moitié de notre ère, les choses ont basculé en sa faveur et après la guerre d'indépendance, il revint en force pour réclamer le retour du pays dans son giron. L'arabité de l'Algérie a été cependant revendiquée avant cette date, notamment par le mouvement réformiste des Ulama qui, par la bouche de son chef de file, Ibn Badis, déclarait haut et fort : «l'Algérie est mon pays, l'Islam est ma religion, l'Arabe est ma langue». Il n'y a pas d'ambiguïté dans cette profession de foi qui a guidé le mouvement révolutionnaire et qui a été adoptée par tous les gouvernements de l'Algérie indépendante qui en ont d'ailleurs fait les premiers principes de leur constitution. Cependant, adopter des devises est une chose, les appliquer en est une autre. Si, concernant l'Islam, l'Algérie est restée musulmane même sous l'occupation française malgré les tentatives d'évangélisation entreprises par des missionnaires chrétiens, ce ne fut pas le cas de la langue arabe qui fut interdite d'enseignement comme nous l'avons souligné, et qui a eu à souffrir de rapports de domination séculaire et du manque d'exercice. Son absence, notamment au niveau de l'école, l'a éloignée de la scène économique, politique et socioculturelle à tel point que la plupart des Algériens qui parlaient des dialectes, l'ignoraient et la considéraient comme la langue réservée seulement à quelques lettrés représentants de la religion. Une langue en voie d'extinction ou carrément morte, disait-on alors. A l'indépendance, l'Algérie se fit donc un devoir de récupérer son identité arabe et se donna comme objectif de «se réarabiser». L'entreprise était de taille et les enjeux aussi. La langue arabe devait revenir en force et était vue comme un moyen unificateur. Mais elle devint très vite un instrument de discorde entre ceux qui voulaient atteindre le pouvoir et ceux qui voulaient le garder. Ces derniers, bénéficiaires d'une formation francophone, formaient une élite qui avait pris les rênes de l'administration, remplaçant les anciens maîtres du pays. La lutte s'annonçait ardue, les uns brandissant l'élément religieux, l'identité arabo-musulmane de l'Algérie et un passé glorieux où la langue arabe fut le principal véhicule des sciences, des technologies et de cultures très élaborées ; les autres affirmant la caducité de cette dernière et son impossible adaptation à la modernité, brandissant aussi leur propre emblème, celui de la modernité. Les chantres de la langue du Coran avaient comme objectif d'imposer l'usage de l'arabe non seulement dans l'enseignement mais aussi dans toute l'administration et dans tous les secteurs économiques et culturels. Les détracteurs de cette tendance qui ne maîtrisaient pas l'arabe, accusaient cette langue d'être porteuse de sous-développement, de germes de décadence et de tous les fléaux possibles ! Pour eux, seule la langue française était capable de sortir le pays du sous-développement.

La langue arabe est considérée par ses défenseurs comme la langue du salut, celle qui a été choisie par Dieu pour s'adresser aux hommes, celle qui a déjà fait ses preuves dans une civilisation grandiose à l'heure où la langue française n'existait même pas et où l'aire européenne était dans l'obscurité et l'obscurantisme total. Elle est de ce fait,

affirment-ils, capable de véhiculer la science et la modernité puisqu'elle l'a déjà prouvé par le passé. Et même si celles-ci évoluent aujourd'hui en dehors de la sphère culturelle arabo-musulmane, il n'est pas dit qu'elle ne participera pas dans le futur à une véritable renaissance, rajoutent les arabophones qui s'enlisent pourtant dans la phraséologie, oubliant qu'une langue vit et se développe en même temps que le développement intellectuel, économique et social de la société qui l'utilise. Les arabophones monolingues algériens se tournent vers un passé glorieux et regardent vers l'Orient qui, pourtant, se cherche lui-même et essaie tant bien que mal de rattraper le train du progrès par divers moyens, en traduisant par exemple en arabe les ouvrages scientifiques importés des pays avancés ! Les francophones eux, nommés par leurs adversaires « hizb frança » ou « parti de la France », soupçonnés de jouer une carte politique de néocolonialisme français, se tournent vers la France qui a elle-même pourtant des problèmes linguistiques et autres et qui importe souvent ses idées de « modernité » d'Etats outre Pacifique ! Au milieu de cette opposition, le processus d'arabisation historiquement légitime est censé suivre son chemin au niveau de l'enseignement. Il a néanmoins posé problème. Il s'est trouvé entravé, non pas à cause du manque de moyens financiers mais parce qu'on lui a fait prendre dès le départ une couleur idéologique (l'arabisation est très tôt devenue un pur slogan dont une autre sorte de langue, celle de bois, a usé à profusion) parce que la résistance des francophones a été forte, parce qu'un personnel pédagogique qualifié a fait défaut et parce que cette opération a toujours été guidée par une politique volontariste sans aucun schéma directeur. Des injonctions administratives et politiques conjoncturelles ne peuvent en effet résoudre le problème de la qualité et de l'efficacité de l'enseignement d'une langue et de sa généralisation. Dans l'ensemble, la formation des enseignants, la recherche de production et d'évaluation, ont manqué à ce processus qui a généré des surenchères idéologiques stérilisantes et des conflits qui sont loin d'être résolus à l'heure actuelle. Il faut signaler que les défenseurs de la langue arabe se sont souvent trouvés être inconsciemment ou non les propres moteurs de son retardement. Au lieu de se mobiliser autour des questions de la formation, de la recherche et de l'évaluation, ils ont porté leurs efforts sur la propagande politique et se sont cantonnés dans des positions de défense et de rejet, face aux francophones considérés comme ennemis de l'arabité, de l'algérianité et par extension de l'Islam lui-même ! Par glissement, la religion devint un élément central des discussions passionnées autour de l'arabisation et de la langue française. Cette dernière étant la langue des *kuffars* ou impies, il convenait de la combattre, (oubliant que le Prophète musulman a lui-même recommandé l'apprentissage des langues des autres peuples), de la rejeter et par là même de mettre hors d'Etat (nous gardons volontairement le E majuscule) ... de nuire ceux qui prônent son utilisation et sa promotion dans l'enseignement !

### **D'une chronologie de la discorde**

Pour revenir en arrière et comprendre ce conflit qui va dégénérer, il faut rappeler la manière dont le processus d'arabisation s'est déroulé. Durant la décennie 1960, des mesures concernant les enseignements primaire et secondaire furent prises et les disciplines à contenu idéologique furent arabisées : l'histoire, la géographie, la philosophie, etc... Les enseignants de ces matières sont des Algériens recrutés sur le tas qu'on a essayé de former et des coopérants venus à leur rescousse du Moyen Orient. Coopérants, il faut le signaler, qui étaient au départ souvent sans qualification pédagogique réelle. C'est ainsi qu'il s'est trouvé parmi eux d'anciens cordonniers, d'anciens petits vendeurs et autres professionnels non enseignants, qui ont été injectés dans le système éducatif algérien uniquement parce qu'ils savaient lire et écrire la langue arabe ! L'Orient, en général, n'a pas envoyé sa « crème » pour redresser l'enseignement du pays frère... Remarquons que la France n'a pas fait mieux dans le domaine de la coopération dite technique : ce sont souvent des jeunes appelés du service national, sans aucune formation pédagogique ni connaissance préalable du terrain et sans expérience professionnelle, qui ont eu la lourde charge d'apprendre les langues et les sciences aux élèves algériens. Une démarche plus systématique fut entreprise dans la décennie soixante dix avec comme programme,

l'arabisation du tiers des effectifs dans les cycles moyen et secondaire et l'arabisation des licences d'enseignement dans le cycle supérieur. Cette démarche fut également volontariste, sans préparation ni programmation et ne fut pas traitée sur le plan technique et pédagogique de manière sérieuse. En résulta une série d'incohérences qui vont peser lourd sur l'avenir du système éducatif et aussi sur la société entière. Les élèves issus des couches défavorisées seront orientés d'office vers les sections arabisées et ne trouveront pas une projection dans le cycle suivant. A manqué en effet, une harmonisation entre les différents cycles et tout s'est passé comme si ces élèves servaient de cobayes à une expérience qui ne concernait pas les enfants des couches favorisées qui, eux, poursuivaient des études à l'Étranger ou recevaient un enseignement scientifique en langue française à l'intérieur du même système éducatif. Les matières littéraires arabisées : aux enfants des pauvres, les disciplines scientifiques enseignées en français : aux enfants des classes aisées. L'arabisation prit très vite une connotation péjorative et le système éducatif devint l'otage d'enjeux politiques complexes. Elle concerna une partie seulement du système éducatif algérien et creusa d'emblée un fossé entre les élèves eux-mêmes. Les élèves arabisés devaient, à cause de la discontinuité de l'opération, se retrouver inéluctablement dans la rue contrairement à leurs camarades privilégiés qui faisaient des études débouchant sur les cycles supérieurs et sur le marché de l'emploi réservé aux francisants. La politique de l'arabisation dont ont pâti les élèves arabisés, a créé des conflits et généré des exclusions dont les conséquences n'ont pas tardé à peser sur le devenir de tout le pays. En pratiquant la politique de deux poids et de deux mesures dans l'enseignement, les responsables n'en ont pas prévu les retombées à court ou à long terme. Ils n'ont pas planifié l'avenir de la génération divisée à la base. Ils n'ont pas vu que le système éducatif est le noyau du système social et que la société entière allait subir la même division. Au fur et à mesure que ce processus se poursuivait, le corps enseignant arabisant devenait majoritaire. Il s'est mis à réclamer une plus grande représentation au niveau de l'encadrement et de l'administration qui fonctionnait jusqu'alors en français. Souvent monolingue, il refusait la présence de la langue française dans tous les secteurs et surtout celui de l'éducation, proposant de la remplacer en tant que langue étrangère par la langue anglaise qui a l'avantage d'être la plus utilisée dans le monde actuel. Durant les années quatre vingt, la généralisation de l'enseignement de la langue arabe proclamée à grands cris, fut en réalité plus effective dans les discours que dans la réalité, puisque l'enseignement des disciplines scientifiques continuait à se faire à l'université en langue française et que la majeure partie de l'administration utilisait le français, excluant de ce fait les monolingues arabophones qui redoublaient d'énergie pour s'imposer sur le terrain. Le système éducatif, qui faisait face à une surcharge d'élèves – la démocratisation de l'enseignement et la démographie galopante favorisant une importante montée de la courbe des effectifs – s'éloignait des objectifs du processus de développement scientifique, économique et socioculturel que s'étaient fixés les Algériens au départ. Les laissés pour compte formaient de plus en plus de hordes livrées pour la plupart à elles-mêmes et à la rue. D'un autre côté, l'université n'assurait plus la garantie d'une place pédagogique aux élèves sortant du secondaire. L'examen du baccalauréat devenait quasiment un concours. Les pourcentages de réussite étaient très faibles et proches des dix pour cent ! Nous avons nous-même proposé dans un quotidien national, à la suite des résultats de cet examen de juin 1993 qui étaient à moins de 12 pour cent (quoique une légère progression se soit remarquée par la suite : en 1994, ils étaient à 17 pour cent et en 1996 à 22 pour cent), la fermeture de l'école algérienne, pour tout revoir, pour réfléchir et pour prendre ensuite des décisions cohérentes et objectives. Pour de tels pourcentages, les élèves passeraient cet examen en candidats libres, ce qui allégerait considérablement la société d'un coût trop élevé d'enseignement, sachant que l'État a toujours accordé le tiers du budget national à l'éducation ! Les années quatre vingt dix furent marquées par des évaluations informelles interpellant les pouvoirs publics qui ne se décidaient cependant pas à engager une évaluation qualitative sérieuse de l'enseignement en général et de celui des langues en particulier pour entreprendre une véritable réforme dans ce domaine.

## De la rue Anatole Algérie

Nous avons parlé du processus d'arabisation et des problèmes qu'il a posés. Qu'en est-il de celui de la « francisation » ? Lorsque l'Algérie récupéra son indépendance, elle entreprit d'algérieniser les noms des villes, des villages et des rues. Dans la capitale, sur la plaque de la rue Anatole France, une main invisible barra avec un trait de peinture le mot « France » et le remplaça par « Algérie ». Anatole France était baptisé algérien ! Ce fait anecdotique, qui peut faire sourire, exprime une vérité plus importante sur la position des Algériens vis-à-vis de la France : il y a une volonté de garder Anatole, représentant la langue et la culture françaises et une autre : « effacer » la France colonisatrice contre laquelle le peuple algérien s'est battu pour récupérer sa dignité. Les Algériens ne refusèrent pas la langue française qui leur était pourtant concédée avec beaucoup de parcimonie pendant la colonisation. Nous savons que les indigènes ne bénéficièrent pas des lois de la scolarisation obligatoire, vivant pourtant sur une terre considérée comme française ! La langue française fut considérée au départ comme « un butin de guerre ». Un butin qu'ils firent fructifier surtout sur le plan oral. Et jamais le français ne connut dans un pays étranger un tel développement et un tel succès ! (Nous ne comptons pas le Québec qui lui, a une population d'origine française.) Dans la rue, à l'école, dans les foyers, beaucoup d'Algériens se sont mis à parler le français avec une aisance orale étonnante. Concernant la langue écrite, elle n'est pas maîtrisée par la majorité de la population mais il est à remarquer qu'une pléiade d'écrivains algériens de talent écrivent en arabe et d'autres n'hésitent pas à emprunter à Victor Hugo sa langue pour exprimer des réalités algériennes sans compter que la presse écrite en français est pratiquement aussi importante que celle qui est rédigée en arabe. Dans le système éducatif, la langue française s'est maintenue au début de l'indépendance, elle fut enseignée dès la première année puis dès la seconde année à l'école primaire. Elle y est à présent introduite à partir de la quatrième année pour une population d'élèves dont le nombre est sans commune mesure avec celui des enfants scolarisés durant la présence française. Contrairement, avec le départ des Français, la langue française s'est installée avec force sur le plan oral surtout ! Le français est enseigné à des enfants qui, pour la plupart, le parlent déjà avant d'aller à l'école. Pour revenir au schisme dont nous avons parlé, le corps enseignant s'est aussi divisé en deux groupes, les francophones et les arabophones. Chaque groupe défendant sa cause, partageant les élèves en partisans de l'arabisation ou de la francisation. Le débat ou plutôt le conflit fut rapidement porté sur la place publique qui devint un champ de « bataille » pour la francophobie, la francofolie, l'arabofolie et l'arabophobie... Autant dire que tout le monde s'en mêlait, débattait et combattait avec ses moyens propres pour imposer à sa manière des solutions au problème créé au sein du système éducatif... une véritable cacophonie ! Une chose est claire : l'Algérie a mal à son école, mal à son système éducatif : elle ne sait à quelle(s) langue (s) se vouer ! Les enjeux, nous l'avons vu, ne sont pas seulement d'ordre linguistique ou pédagogique, mais culturel, économique, politique surtout. Les Francophones, se sont installés avec beaucoup d'arrogance sur les meilleurs fauteuils de responsabilité de l'administration, narguant, méprisant et sous-estimant la langue arabe et ses utilisateurs dits « Khoroto » ou gens moins que rien ! Beaucoup d'entre eux et notamment des universitaires, se sont cantonnés dans des positions figées, refusant d'apprendre la langue de ces « gueux » comme nous l'avons souvent entendu. Ils s'étonnent en même temps de la baisse du niveau de l'enseignement et ne se remettent nullement en question. Leur position est celle de cet individu dont a parlé un poète : il avait une idée fixe, il la suivait et il s'étonnait de ne point avancer ! Signalons tout de même la contradiction de ces mêmes universitaires qui acceptent sans façon, d'apprendre d'autres langues, tout en continuant à s'obstiner dans leur refus d'acquérir la langue arabe qui est pratiquée sur place, celle des étudiants qui leur arrivent des sections arabisées qui eux, ont beaucoup de mal à les suivre dans leurs cours ! Les redoublements et les échecs sont donc très nombreux. Le gâchis est énorme. Les défenseurs du français ont concentré leurs efforts sur la phraséologie politique, et se présentent souvent comme étant eux-mêmes des victimes de l'arabisation ! Oubliant la qualité de l'enseignement lui-même et ne se préoccupant nullement de leurs enseignés, ils rejoignent en cela les arabophones. C'est là leur seul point commun, les uns et les autres se cantonnant dans

des positions fermées et refusent toute remise en question et tout dialogue. Les élèves et les étudiants pris dans cet engrenage idéologique, sortent des établissements scolaires et universitaires diplômés «ès verbiage» dit le commun des communs et ne possèdent souvent pas de formation réelle dans les différentes disciplines «enseignées» ou censées l'être. Tout se passe comme si les langues s'étaient vidées de leur substance culturelle et le mot science de sa signification, devenant une étiquette des francisants plutôt qu'un objectif scientifique réel, maîtrisé ou à maîtriser. Des observateurs parlent d'un système éducatif sinistré et les enseignants disent «former» des bilingues analphabètes !

## Conclusion

Que dire en guise de conclusion de cette brève réflexion qui n'a ménagé aucun clan parce qu'elle s'est voulue détachée et objective ? Que dire sur la francophonie fanatique et sur l'arabophonie intolérante des Algériens ? Que dire sur des conflits créés de toutes pièces par des gens avides de pouvoir et dont les orientations ont coûté cher au pays, privant toute une génération d'une formation bilingue solide, d'une pensée soutenue et ouverte sur le monde, d'un esprit critique fondateur d'innovations et de richesses ? Disons simplement qu'il est temps pour les Algériens de faire un bilan sérieux et objectif de leur enseignement qu'il leur faut réformer sérieusement en commençant par se réconcilier avec leurs langues. L'arabe est incontournable pour le développement de l'Algérie, pour la reconnaissance de son identité culturelle par ses propres enfants et par les autres. Le français est un « plus », une richesse qu'il ne faut point négliger pour s'ouvrir vers le monde d'aujourd'hui où les sociétés sont de plus en plus interdépendantes. Il est temps pour eux d'instaurer un bilinguisme «positif» selon l'expression d'Ahmed Moatassime reprise par Chadli Fitouri. Un bilinguisme qui bannirait la séparation et les conflits et qui ferait l'équilibre entre les deux langues en présence. Un bilinguisme constructif qui serait la richesse de l'Algérie de demain.

## Bibliographie:

Le texte que nous venons de présenter est en vérité un témoignage personnel sur la pression exercée sur des générations d'enfants scolarisés en Algérie par deux clans politico-linguistiques qui se disputent le système éducatif. Pour compléter notre réflexion, nous indiquons la bibliographie suivante qui pourrait éclairer le lecteur sur la réalité des enjeux des deux langues arabe et française dans ce pays et dans le Maghreb en général

- Fitouri C. (1983), Le biculturalisme, bilinguisme et éducation, Delachaux et Niestlé, Paris, Neuchatel.
- Grandguillaume G. (1983), Arabisation et politique linguistique au Maghreb, Maisonneuve et Larose, Paris.
- Moatassime A. - (1992), Arabisation et langue française au Maghreb, un aspect sociologique des dilemmes du développement, PUF, Paris.
- «Education et développement, Le bilinguisme sauvage», Revue du Tiers Monde, T. XV, n° 59-60, juillet-décembre 1974, PUF, p.619-670.
- Taleb Ibrahim K. (1997), Les Algérien(s) et leur(s) langue(s), Les ed. Dar El Hikma, Alger.

## Note :

<sup>1</sup> Ce papier a été présenté lors du Congrès d'éducation comparée à Strasbourg, université Louis Pasteur : 8-10 juillet 99 : « Pluralité(s) linguistique, pluralisme linguistique : quels enjeux pour les systèmes d'éducation et de formation ? »<sup>11</sup>